

TRY
BLACK HORSE
ALE
100 Years of Brewing
Experience behind it

**Le Monde
Ouvrier**



**The Labor
World**

DRINK
DOW'S ALE
Standard of Strength
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

Mettons l'épaule à la roue

Maintenant que la crise fait mine de vouloir céder sa place à une prospérité relative, les unions ouvrières semblent vouloir sortir de leur léthargie forcée en entreprenant des campagnes de propagande dans le but d'augmenter leur effectif et consolider leurs rangs. C'est un projet qui vient à point et qui s'avèrera un bon moyen de nous sortir de l'ornière. Nous, les ouvriers unionistes, nous devons faire l'inventaire de nos ressources et de nos forces pour savoir exactement où nous en sommes. Nous avons à faire face à une crise terrible; le travail est rare, rarissime, le plus grand nombre des travailleurs sont en chômage ou en sous-emploi, mais cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas besoin d'une organisation pour les protéger.

Plus que jamais le besoin s'en fait sentir, car ce n'est pas tant dans les temps de grande prospérité que l'union doit jouer le plus grand rôle, mais bien en ces temps de dépression; plus une organisation est forte numériquement, plus grandes sont ses ressources et ses chances de succès. C'est pour ne l'avoir pas bien compris que les ouvriers ont dû subir une si lamentable exploitation depuis plusieurs années. Quand même l'union "paraît" ne rien faire, son action est encore supérieure à l'effort individuel.

Il se peut fort bien que l'abondance ne nous revienne pas dès demain, mais nous devons nous tenir prêts à lui faire une chaleureuse réception. C'est là et alors que nous aurons besoin de nous servir de nos forces unifiées. Il y a des milliers de travailleurs qui autrefois faisaient partie de nos unions et les ont désertées; il y a des milliers d'ouvriers qui n'ont jamais fait partie d'une organisation ouvrière; vers ceux-là doivent tendre nos efforts pour leur faire comprendre qu'ils ne parviendront jamais à aucun résultat durable sans l'appui d'une forte organisation trade-unioniste.

Les travailleurs non-organisés, qui ont été assez heureux pour obtenir du travail au cours de la crise, ont vu leurs salaires réduits considérablement, leurs heures augmentées sans rémunération proportionnelle. Que pouvaient-ils faire? Etant seuls pour lutter et sans aucune protection, ils ont dû courber l'échine et dire qu'un petit pain vaut mieux que pas de pain du tout. Ont-ils réfléchi? Ont-ils compris la nécessité de s'unir à leurs camarades de métier pour revendiquer leurs droits lorsque les affaires seront meilleures, et même maintenant?

Dans la période que nous traversons, il nous semble qu'il ne serait nullement nécessaire de faire un plaidoyer éloquent pour convaincre les ouvriers qu'il est nécessaire, impérieux et indispensable qu'ils concertent leurs forces pour maintenir leurs droits à un salaire équitable et à des conditions de travail dignes de notre époque. Pour nous, point n'est nécessaire d'accumuler arguments sur arguments, preuves sur preuves, pour démontrer à un ouvrier quelconque qu'il est de son devoir de donner la main à ses confrères, s'il veut sincèrement la prospérité de sa classe. C'est peut-être parce que nous sommes convaincus de la nécessité de l'organisation trade-unioniste, que nous ne trouvons pas les arguments susceptibles de convaincre ceux que nous voulons voir se joindre à nous. Nous croyons qu'un simple appel devrait suffire pour les amener tous à s'enrôler dans la grande armée du trade-unionisme. Cette nécessité, ce besoin de s'unir, nous constatons que les animaux, les insectes, la reconnaissent à un plus haut point qu'un grand nombre d'ouvriers. En effet, avez-vous déjà vu une abeille entreprendre la fabrication du miel sans l'aide d'une multitude de ses semblables? Les éléphants, pourtant si vigoureux et d'une force si surprenante comparée à la nôtre, ne vont qu'en bandes, qu'ils ne quittent que pour aller mourir. Il en est ainsi de tous les animaux que nous traitons de sauvages. Ce n'est que dans le genre humain que nous constatons que l'individualisme est plus fort que l'esprit grégaire, que l'instinct de la conservation collective, car, après tout, on ne s'unit pas à ses confrères pour le seul plaisir de former un groupe, mais bien dans le but d'opposer une résistance plus forte, plus effective, aux empiètements de ceux pour qui c'est un jeu et un but d'exploiter le travail des autres pour en tirer tout le profit possible. L'union est une protection, un bouclier aussi, quoi qu'on en pense et en dise. Pour le prouver, il nous suffirait de mentionner ce qui se fait tous les jours dans le commerce, l'industrie et la finance. Qu'est-ce, en somme, qu'une grande entreprise, sinon une entreprise conduite par un groupe d'individus qui ont mis en commun leur argent, leur savoir, leur habileté, leur compétence, leurs énergies et leurs efforts pour réaliser une oeuvre quelconque: une union enfin. Les mergers, les trusts, les monopoles, les associations d'employeurs, les compagnies de toutes sortes et de tous noms ne sont après tout que des unions. Pour que tout marche bien, dans le monde industriel surtout, il faut qu'à une union de patrons nous puissions opposer — non pas comme sur un champ de bataille, mais autour d'une table ronde — une union ouvrière au moins aussi puissante, afin que les deux puissent traiter d'égal à égal, coopérer pour le bien-être de l'industrie, unir leurs efforts pour aplanir les différents points de vue opposés, arrondir les angles, niveler les aspérités, en un mot, pour voir à ce que l'industrie marche normalement sans tiraillements inutiles et coûteux.

Les unions ouvrières sont le complément nécessaire et essentiel des organisations patronales. Elles peuvent parfois paraître être un obstacle à la bonne marche des affaires, mais, si elles prennent leur rôle au sérieux, si elles ont conscience de leur force, si elles se sentent appuyées par leurs membres, elles sont infailliblement une aide précieuse pour l'industrie.

Ce que nous voudrions faire admettre — nous ne disons pas "comprendre", car nous sommes bien persuadés que tous le comprennent tout en négligeant de le mettre en pratique — aux ouvriers, c'est qu'ils se doivent à eux-mêmes, à leur famille, à leur pays, de faire partie d'une organisation ouvrière, et plus particulièrement de l'union de leur métier. Il peut arriver parfois qu'un membre ait des griefs contre son union et qu'il l'abandonne pour ce motif. Il est dans le cas de l'enfant qui quitte sa mère parce qu'elle l'a grondé ou n'approuve pas ses projets. Evidemment, cela ne fait pas de bien à l'organisation, mais cela fait encore infiniment plus de mal à celui qui croit devoir agir ainsi; car, en fin de compte, ce sont ses propres intérêts qu'il sacrifie en même temps que ceux de ses compagnons. Nous en avons la preuve depuis que nous sommes sous l'empire de la dépression. Durant l'ère de prospérité précédant la crise actuelle, le nombre des ouvriers organisés était presque satisfaisant — malgré qu'il s'en trouvait encore trop qui se tenaient en dehors des cadres de l'union. Mais, soit qu'ils aient cru qu'ils pouvaient se dispenser de l'aide de leurs compagnons pour

Une campagne de recrutement

Benjamin Drolet est une figure bien connue dans la vie ouvrière, membre depuis plus de trente-cinq ans de l'Union Internationale des Cigariers, délégué au Conseil des Métiers et du Travail, fondateur et âme dirigeante de la Ligue des étiquettes syndicales, il fut de tous les mouvements pour améliorer le sort de la classe ouvrière: économiques, coopératifs et politiques; c'est un trade-unioniste convaincu qui a toujours été sur la brèche, aussi est-ce un plaisir pour nous d'informer les lecteurs du *Monde Ouvrier* qu'il agira, à l'avenir, comme chroniqueur ouvrier et directeur du service de circulation de notre journal. Nous sommes persuadés qu'il sera bien reçu partout où il se présentera en notre nom, dans les assemblées de nos unions ouvrières, clubs ouvriers, etc., aussi bien que par nos abonnés et nos annonceurs.

Le *Monde Ouvrier* est dans sa vingt-deuxième année d'existence. Depuis sa fondation, nous avons eu des hauts et des bas, mais au cours de ces quelques dernières années nous avons perdu du terrain au point qu'il nous faut faire des sacrifices financiers personnels pour boucler notre budget. Si les membres du Travail Organisé veulent un journal ouvrier, il faudra qu'ils nous le prouvent en nous donnant plus de coopération. Nous voulons tenter cette dernière expérience, Ben. Drolet a consenti à être notre agent de liaison, il faut que nous augmentions notre circulation si nous voulons conserver les quelques annonceurs qui nous restent, en obtenir de nouveaux et en reprendre d'anciens. Il nous faut de nouveaux abonnés: chaque union ouvrière devrait se faire un devoir d'abonner tous ses membres en bloc; en diminuant ainsi les frais d'expédition nous pouvons leur faire un prix spécial.

Plusieurs de nos abonnés ont été incapables de nous payer leur abonnement, ils peuvent s'acquitter avec nous sans déboursier un seul centin, en nous donnant deux nouveaux abonnés. Qu'ils s'adressent à Ben. Drolet, il leur donnera tous les renseignements nécessaires. Téléphonnez LANCASTER 5361, ou écrivez: 11 ouest, rue Saint-Paul, Montréal.

LE MONDE OUVRIER.

commander le salaire raisonnable qu'ils gagnaient (c'est-à-dire qu'ils ne gagnent plus), soit qu'ils aient eu la fausse notion qu'ils étaient si supérieurs aux autres ouvriers de leur métier qu'ils pouvaient seuls se garantir leur salaire, ils ont abandonné le trade-unionisme. D'autres, pour des raisons différentes et moins bonnes encore, ont cru épargner en ne payant plus de contributions. La crise est aussi venue, un grand nombre se sont vus dans l'impossibilité de se procurer du travail, et, vu que leur union — qui n'est pas, que nous sachions, un employeur — ne pouvait pas leur en procurer, se sont détachés de leurs confrères. Et aujourd'hui, que constatons-nous? Tout d'abord que ces ouvriers "supérieurs", pouvant ou croyant pouvoir faire leur chemin sans le secours de personne, sont ou mis à la porte ou obligés d'accepter des salaires tellement réduits qu'ils sont insuffisants pour leur subsistance. Les unions ont été affaiblies et partant sont en moins bonne position de pouvoir faire face à l'Orchestre de l'Exploitation, les forces ouvrières étant divisées de toutes les façons au profit du patronat qui ne ménage pas ses efforts pour parvenir à annihiler les unions ouvrières.

C'est dans cette perturbation que les unions ouvrières croient sage d'intervenir et qu'elles concentrent tous leurs efforts et leurs énergies pour réorganiser leurs cadres et remettre une fois de plus l'armée des travailleurs plus en forme que jamais pour faire une lutte à armes égales avec les forces coalisées contre la classe laborieuse pour la possession des richesses nationales, pour leur part de soleil.

L'appel des unions internationales devrait être entendu par tous les ouvriers intéressés: les assemblées de propagande devraient réunir des salles bondées d'auditeurs désireux de se renseigner et de prêter leur concours pour faire revenir la prospérité sur notre planète qui n'en peut mais. Et, ayant entendu la bonne parole, le nombre des adhérents devrait être si grand qu'il ne resterait pas un seul ouvrier non-organisé dans la métropole.

C'est peut-être un rêve — c'est-à-dire une chose irréalisable — mais c'est une chose relativement possible. Il faut donc travailler sans désespérance pour qu'avant peu de temps on puisse dire de Montréal et de la province, qu'ils sont le foyer par excellence de l'organisation ouvrière.

Que tous entendent cet appel! Qu'ils se rendent compte par eux-mêmes des bienfaits du trade-unionisme et nous sommes assurés que pas un ouvrier intelligent ne voudra résister à la voix de sa conscience lui dictant son devoir: s'enrôler dans l'union de son métier.

Si les unions, telles qu'actuellement constituées et dirigées, ne vous plaisent pas, faites-en partie et apportez votre énergie, vos conseils, votre expérience, pour les rendre plus conformes à vos goûts, pour canaliser leurs activités vers le but que vous désirez atteindre. L'effort de tous, dans la coopération, ne peut que donner plus de force et de puissance à l'union ouvrière. Car, ne l'oublions pas, l'union ouvrière doit travailler pour sauvegarder les intérêts de ses membres, de tous ses membres. Elle est impuissante si ceux-ci laissent tout retomber sur les épaules d'un petit groupe — les officiers. Son action ne peut être efficace que si les membres apportent tout leur concours et leur coopération à ceux qu'ils ont choisis pour mettre à la tête de leur organisation. Que les membres choisissent les meilleurs hommes, les plus capables, les plus instruits, les plus dévoués, et qu'ensuite ils les secondent de toutes leurs forces... Mais, pour ce faire, il faut que les ouvriers soient membres de l'union.

Dans l'organisation ouvrière se trouve le salut des travailleurs.

Un roseau se brise aisément, même par un petit enfant; mais, quantité de branches de roseau réunies en faisceau ont raison de la force du plus hercule des hommes: telle est l'union comparée à l'individualisme.

R. HACHETTE.

TRIBUNE LIBRE.

Les rouges et les jaunes forment un cartel

Québec, le 23 février 1936.

Monsieur le Rédacteur,

Le Monde Ouvrier,
Montréal.

Cher Monsieur,

En lisant votre journal de cette semaine ainsi que d'autres quotidiens de notre ville, j'ai été tout surpris d'apprendre le nouveau cartel formé entre le "All-Canadian Congress of Labor" et la Confédération des Syndicats catholiques et nationaux. Et les ouvriers qui sont au courant des questions ouvrières ont tous été surpris d'un tel cartel, car, si nous nous souvenons bien, ce même "All-Canadian Congress of Labor" fut fortement dénoncé par l'ancien aumônier général des syndicats catholiques de Québec comme étant des plus dangereux, dû au fait de sa coopération avec des organisations ouvrières à tendances absolument bolchéviques. Et, afin de ne pas être qualifié de calomniateur, je me permets de citer certains passages d'une causerie donnée par M. l'abbé Maxime Fortin, en date du 18 janvier et publiée dans le journal L'Événement du 19 janvier. Et voici, ceci est le rapport de L'Événement: "M. l'abbé Fortin, devant un auditoire attentif, a fait l'analyse de ce nouveau mouvement d'organisation ouvrière nationale que tente présentement de créer la Fédération Canadienne du Travail. Il a rappelé les circonstances qui ont entouré la naissance de la nouvelle organisation et a donné les différents motifs qui l'auraient inspirée, laissant à ses auditeurs la faculté de porter le jugement qu'il convient sur ce mouvement. "Il existe au pays", dit l'aumônier en débutant, "une organisation d'ordre général, qui compte peu de membres à la vérité, et qui s'appelle la Fédération Canadienne du Travail. Cette association s'oppose à la Fédération Américaine du Travail en ce qu'elle ne doit recruter ses membres que dans notre pays, tandis que la dernière comprend des Canadiens, des fils de l'oncle Sam et même des Mexicains. La Fédération Canadienne était assez insignifiante, elle l'a compris et c'est ce qui la poussée à se fondre avec d'autres organisations ouvrières pour créer le nouveau mouvement qui nous intéresse." Ici, M. l'abbé Fortin dit qu'au cours du mois de novembre 1926, les membres de la Fédération Canadienne se sont rencontrés avec les membres de différentes autres organisations, dont il donne les noms des représentants, et il continue: "Des six associations représentées, deux sont à tendances absolument bolchéviques et s'inspirent des doctrines les plus rouges. Aussi il n'y a pas à s'étonner si certains délégués ont cru devoir qualifier de réactionnaire la Fédération Américaine du Travail déjà assez avancée d'idées, semble-t-il pourtant." Et, un peu plus loin, nous lisons ceci: "Ce mouvement certainement dangereux", dit encore le conférencier, "a néanmoins une caractéristique bien propre à nous séduire, celle de la nationalité canadienne exclusive. Prenons garde de nous y laisser prendre."

Le conférencier fit voir ensuite quelles seraient les conséquences de l'adhésion de nos ouvriers à une organisation semblable. "Composé d'associations trouvées dangereuses par la Fédération Américaine du Travail", dit-il, "ce mouvement monté par la Fédération Canadienne, a pour but de mettre sur pied toute une machine socialiste qui deviendrait bientôt une machine communiste. Aussi prenons bien garde de nous laisser entraîner. Soyons vigilants et sur nos gardes."

Maintenant nous pouvons voir où l'égoïsme d'une petite poignée d'hommes organisés peut aller. Ils ont délaissé les conseils d'un de leurs ex-aumôniers qui était très au courant des différentes organisations ouvrières, pour former un cartel avec ce mouvement ouvrier qui fut dénoncé par leurs dirigeants comme étant dangereux, et tout ceci afin d'avoir le plaisir de pouvoir faire plus de protestations pour obtenir la représentation à la Conférence internationale du Travail; mais ils ont oublié que même avec leur cartel, ils seront encore en minorité contre les organisations affiliées au Congrès des Métiers et du Travail du Canada qui est un organisme purement canadien et ne recevant ses contributions de taxe per capita que de membres canadiens, et, de plus, refusant absolument toute organisation reconnue comme étant affiliée au parti communiste. Aussi n'avons-nous pas vu le président Mosher du "All-Canadian Congress of Labor", lors de sa convention du mois de novembre 1929, déclarer ceci: "To unite all such national industrial unions in the All-Can-

adian Congress, in turn, affiliated in a great international federation which will bring together the national congresses of other nations for the promotion of worldwide co-operation between the workers." Est-ce que cette déclaration ne correspond pas exactement à la dénonciation de M. l'abbé Fortin? Alors, à titre de catholique, membre de nos organisations internationales et nationales du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, je considère que nous devons plus que jamais avoir confiance à nos organisations qui quoique ayant à supporter les calomnies de personnes qui devraient mettre plus en pratique les principes de la charité chrétienne, ont su en tout temps respecter leurs principes, et je suis convaincu que l'audience accordée à notre président actuel, M. P.-M. Draper, par Notre Saint-Père le Pape, en juin 1927, et sa bénédiction qu'il lui accordait pour tous nos ouvriers nous a porté de meilleurs fruits que certains écrits de nos dénigriers. Alors, ouvriers membres des unions internationales, nous avons encore une fois la preuve que nos organisations affiliées au Congrès des Métiers et du Travail du Canada sont supérieures à toutes les autres et qu'elles savent respecter leurs principes.

Votre tout dévoué,

JOSEPH MATTE.

ENCORE UN PETIT "RACKET"

Monsieur le Rédacteur,

Jusqu'ici, les abonnés de la Compagnie de Téléphone Bell, dans Montréal pouvaient, pour acquitter leur abonnement, envoyer un chèque au bureau chef, aller eux-mêmes le payer s'ils se trouvaient dans les environs et sans s'occuper de frais supplémentaires, ou encore payer à certaines succursales de banques situées sur leur itinéraire régulier. C'est sans doute ce dernier mode de paiement qui était le plus populaire. C'est pourquoi, les banques, après avoir diminué l'intérêt payable aux déposants à la caisse d'épargne à 2 pour cent et ensuite en exigeant cinq cents pour l'échange de chaque chèque tiré sur lesdits comptes d'épargne, ont cru bon de faire "engraisser" leurs bénéficiaires en exigeant la somme de cinq cents pour la réception du paiement d'un compte mensuel de téléphone. C'est un déboursé de 60 cents par année, en plus de la taxe sur les comptes de téléphone. Vous me direz que c'est peu, mais, tout de même, cela fait plus d'un dollar de taxe indirecte.

Et pas moyen de s'en défaire! Car, si on veut aller payer soi-même au bureau de la compagnie de téléphone, il faut payer deux billets de tramways, 13½ cents; si on préfère envoyer un chèque, il faut y apposer un timbre de 3 cents et affranchir la lettre de 2 cents, et payer ensuite 3 cents à la banque pour l'échange de ce chèque. Ils savaient bien ce qu'ils faisaient, ceux qui ont eu l'idée de cette "taxe"! L'on continuera de payer aux banques et de se faire tondre sans pouvoir dire un mot. Et c'est ainsi qu'augmente le coût de la vie, sans que les salaires puissent jamais arriver à "se placer" dans la course... vers la ruine. Allons, Baptiste, paye! et ferme ta boîte.

RENE HUARD.

ÉTATISATION DE LA COMPAGNIE DE TELEPHONE BELL

Ottawa, 24. — La compagnie de téléphone Bell est une utilité publique et comme telle devrait être exploitée et administrée par le gouvernement, comme le service postal, dans l'opinion de M. P.-M. Draper, président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Parlant à l'Association des Métiers et du Travail d'Ottawa, M. Draper a fait cette déclaration en s'opposant à la taxe de cinq cents imposée par la compagnie à ceux qui paient leurs comptes à des banques ou autres bureau et non aux quartiers généraux de la compagnie.

L'étatisation des banques est également demandée, toujours d'après le principe que les utilités publiques devraient être sous le contrôle du gouvernement fédéral.

LES DANGERS DE LA RUE

A la suite d'un récent accident où un enfant perdit la vie, la Ligue de sécurité de la province de Québec supplie encore une fois tous les parents de mettre leurs enfants en garde contre le danger de s'accrocher à l'arrière des voitures et camions. La ligue demandera aussi aux départements de police des diverses municipalités de la province d'obtenir la collaboration de leurs officiers pour que les enfants soient empêchés de se suspendre à l'arrière des

Ouvriers en Construction

DE MONTREAL ET DU DISTRICT

DES TRAVAUX considérables en construction requérant des ouvriers compétents dans tous les métiers vont bientôt commencer.

Avez-vous un certificat de qualification?

Obligatoire pour obtenir le salaire fixé par la loi

Conformez-vous à la loi

— téléphonez

PL. 9616

pour savoir où vous pouvez obtenir votre certificat de qualification —

Si vous avez travaillé des heures supplémentaires pour lesquelles vous n'avez pas reçu de salaire légal,
PRESENTEZ-NOUS VOTRE RECLAMATION

COMITÉ CONJOINT des METIERS de la CONSTRUCTION
520 Edifice New Birks — MONTREAL

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at the Mount Royal Hotel. President, G. R. Brunet, 7 Craig Street East; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.—To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French or English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Joseph Pelletier; Vice-President, Walter Forrest; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Phillip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: M. Pike, J. A. Ricard, John Moore, Auditors: A. Quéry, H. Petit, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER No 145.—Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union de Commerce, 1079, rue Berri. Président, J.-W. Blaquière, 7117a, rue Christophe-Colomb, téléphone: CR. 3860; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3477, rue Cartier, téléphone: AMherst 7034.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 455, de Montréal.—S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1182, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Roy, 254, rue Sainte-Catherine Est.

FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, LOGE SAINTE-MARIE No 234.—Assemblées régulières les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Lauchetière Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé, 3870, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delorimier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345, Aylin; guides: E. Deniger et A. Asselin; sentinelle, I. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: L.-A. Beaudry, président, tél. Frontenac 5894; Geo. Gauthier, secrétaire, 5468, 12e Avenue, Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM. 5223; H.-J. Limoges, 1464, Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vallancourt, 2494, Rouen, tél. FRontenac 5560; R. Provost, 2089, Préfontaine, tél. FRontenac 1523.

CHARPENTIER-S MENUISIERS, Union locale No 1558, Maisonneuve.—Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir, au No 1651, rue Letourneau (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; Vice-Président: Aram Houle, 4596, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2434, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.E. Déglise, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbell, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chambly; Gardien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

FRATERNITE DES PEINTRES-DECORATEURS ET TAPISSIERS D'AMERIQUE, Local 349.—Assemblées tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, Arthur Renaud, 560, Congrégation; Vice-président, W. Martel, 1846, Cartier; Secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 396, Congrégation; Secrétaire-financier, L.-P. Boisselle, 4651, Delorimier; Trésorier, R. Ferland, 2127, Hogan; Conducteur, Jos. Girard, 8145, Saint-André; Gardien, H. Sylvain, 1434B, Visitation; Auditeurs: Arthur Boismenu, 4621, Colonial, E. Desève, 6631, St-Dominique, Jos. Chartrand, 4326, Delaroche.

véhicules en marche ou de s'y agripper pour se faire remorquer à patins ou en traineau.

Tous les chauffeurs ainsi que les propriétaires de véhicules commerciaux devraient apporter leur entier concours à la ligue afin qu'on n'ait plus à déplorer de ces terribles accidents causés par l'imprudence des enfants eux-mêmes. Plusieurs camions sont équipés à l'arrière d'enseignes avertissant les enfants du danger de s'y suspendre, mais ces avertissements ne sont efficaces que si le chauffeur est assez intéressé pour chasser les enfants qui s'y pendent quand même, et leur fait comprendre le danger qu'ils courent en s'exposant ainsi sans raison.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL.—Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Cordonniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant, J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIER-S MENUISIERS D'AMERIQUE, Local 134.—Président, F. Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, H. Trotter, 2214, rue Panet, tél. Frontenac 1668; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beaubien, tél. DOLLard 3288; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176.—Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverley Street; James Phillip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIER-S - MENUISIERS D'AMERIQUE.—Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lanthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shens et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LANcaster 5754.

UNION DES RELIEURS, Local 91.—Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président, J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LANcaster 2726.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 315 de Montréal.—Meets every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), room 15. Frank Horan, Financial Secretary, 3653 Park Avenue, Telephone: HARbour 4467.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, No. 249.—S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

THEATRICAL FEDERATION OF MONTREAL AND VICINITY

AMERICAN FEDERATION OF MUSICIANS, Local No. 405.—Telephone: PLateau 5309. Stewart Dunlop, President; Edward Charrette, Secretary. Office address: Room 11, Mount Royal Hotel. Meets First Monday each month, 10 A.M., Mount Royal Hotel.

THEATRICAL STAGE EMPLOYEES LOCAL UNION No. 56.—Meets 11.30 P.M. Every 1st Tuesday each month at the Mount Royal Hotel. P. J. Ryan, President; F. W. Cooper, Secretary. Office address: Room No. 4, 1243 McGill College Avenue. Telephone: LANcaster 2753. P. O. Box 336, Station "B."

MOVING PICTURE PROJECTIONISTS LOCAL UNION No. 262.—P. J. Ryan, President; E. Lamy, Secretary. Office address: Room 32, Bank of Montreal Bldg., 1260 University St. Telephone: PLateau 5562. Meets Second Wednesday of each month at 11.30 P.M. in the Mount Royal Hotel.

BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général

FRANCIS PAYETTE, Surintendant

Heures de bureau: 9 h. a.m. à 4½ h. p.m.

HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est

PLateau 6181 — Local 228

SECTION "COMMERCE ET BUREAU"

95, rue Notre-Dame Est

PLateau 6181 — Local 226

HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent

CRescent 4758

FEMMES: 1410, rue Stanley

PLateau 8315 — 8317

FEMMES: 1560, rue Beaudry

CHerrier 3148

FEMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent

DOLLard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers. Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

Une malheureuse exploitation

Il serait peut-être intéressant pour certaines personnes qui se reconnaissent sous ce titre d'ouvriers de savoir ce que l'on essaie de faire de ce métier qui demande la compétence premièrement, et, ensuite demande un salaire suivant les dangers auxquels sont exposés les hommes de ce métier. La crise, qui sévit depuis de nombreuses années, a divisé les ouvriers à un tel point que la grande majorité n'ont plus le respect du métier et ne se rappellent plus d'avoir servi un apprentissage de cinq années et se déclarent prêts à suivre des exploitateurs et leur laisser à juger les salaires qu'ils doivent retirer pour leur labeur et ce à titre de journaliers.

Je désire, comme ouvrier, attirer l'attention des ouvriers de notre métier sur les points, où ils en sont rendus et essayer de leur faire comprendre la nécessité absolue de se réorganiser sous une bannière qui leur a été très chère dans le passé. Au début du mois de novembre, une nouvelle organisation lançait un appel aux ouvriers ferblantiers communément appelés ouvriers d'ateliers et cette organisation criait à qui voulait l'entendre, que ces ouvriers étaient délaissés et que personne ne voulait prendre leurs intérêts. Je dois, avant d'aller plus loin, faire la mise au point suivante: Les années 1930-31-32, les ouvriers étaient organisés et recevaient un salaire de 80 cents par heure et les hommes d'atelier en recevaient jusqu'à \$1 par heure.

Il n'était pas question, dans ce temps-là, de faire une distinction lorsqu'un ouvrier préparait son ouvrage au-dedans, qui, je laisse à qui que ce soit de contredire ce point, est l'ouvrage qui demande le plus de compétence, et il partait avec son matériel et allait le poser à des centaines de pieds dans les airs, etc.

En 1933-34-35, les Unions syndicales catholiques et nationales de Montréal et les Unions internationales en venaient à une entente et en 1934 signaient conjointement avec la Chambre de Construction de Montréal, un contrat collectif de travail qui a depuis été renouvelé chaque année et les travailleurs de métal en feuilles avaient le prix de 60 cents par heure. Ce salaire horaire de 60 cents a été payé par la majorité des employeurs et ceci sans qu'aucune cause ait été mise en cour de justice, on reconnaissait que les travaux de construction faits à l'atelier étaient de la construction et que le salaire devait être payé.

Poussée par je ne sais trop quel motif, si ce n'est l'ambition d'avoir une petite organisation pour aider les employeurs à détruire les salaires, voilà que cette nouvelle organisation prépare un contrat collectif avec trois différents salaires, mais seulement qu'un homme par atelier peut commander le salaire déjà existant de 60 cents par heure, et les 2e classe à 45 cents par heure, acceptant une réduction de 15 cents par heure.

Les parties non contractantes à ce contrat demandèrent des entrevues pour essayer de faire des suggestions pour maintenir le salaire existant et elles ont été ignorées, et on passa outre et le contrat est devenu force de loi le 12 février dernier, ce qui est supposé être un contrat pour les hommes d'ateliers, mais d'abord le plus surprenant, ce contrat ne régit en rien ce qui est du domaine de la manufacture et ce qui suit le prouvera:

Les employeurs signataires sont tous, à l'exception de deux, des parties contractantes avec le contrat actuel des métiers de la construction et ne sont nullement des manufacturiers.

De plus, on lit, à l'article 3: "Juridiction de ce contrat — (b) Juridiction industrielle: la fabrication des articles suivants ne sera pas régie par l'arrêté ministériel approuvant la présente requête, si elle est faite suivant les méthodes de production massive et ne constitue pas une concurrence, tels que bouilloires, de poêle en tôle galvanisée, boîtes au lait, gobelets, boîtes de premiers secours, boîtes à serviettes, réfrigérateurs, rafraichissoirs à l'eau, bidons de 10 gallons ou moins, boîtes en ferblanc, ustensiles en tôle galvanisée, poubelles, chaudières à laver, seaux, burettes à l'huile, arrosoirs, auges à charbon, ustensiles de cuisine et à cuisson."

Que reste-t-il de l'ouvrage de manufacture qui tombe sous le coup de cette loi? Seulement que l'ouvrage de construction préparé à l'intérieur et que l'ouvrier peut facilement faire sur le chantier comme autrefois, sur les chantiers de la Royal Bank, Dominion Square Building, Bell Telephone, etc. Lors de la présentation de ladite requête il y avait peut-être un groupe prépondérant, malgré que j'en doute fort, et

que beaucoup d'ouvriers des deux grandes organisations travaillaient dans ces ateliers, mais depuis les cartes ont changé: deux grandes maisons, la General Steel Wares et la Canadian Car and Foundries, ont retiré leur signature de ce contrat.

Ouvriers-ferblantiers, que pensez-vous de vous-mêmes après réflexion? Vous admettez que vous avez été dupés et que vous avez été exploités à l'avantage des employeurs et que ceux qui en sont cause ne connaissent nullement le travail d'un ouvrier travailleur de métal en feuilles.

Heureusement que le Ministère du Travail n'a rendu cette convention obligatoire que pour un mois et demi, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars prochain.

Entre temps, travailleurs de métal en feuilles, il est de votre intérêt de venir discuter ouvertement de la question et nous invitons spécialement les hommes de métier qui ont à coeur les intérêts en général et non pas seulement que les intérêts personnels en jeu comme ceci a été prouvé, à vous tous, depuis la signature et la mise en vigueur de ce contrat. L'organisation est essentielle, si elle est bonne; si elle ne l'est pas, elle est inutile. Raliez-vous de nouveau autour de la bannière qui a seule défendu vos intérêts depuis plus de 35 années à la satisfaction de tous: l'Union internationale des Travailleurs de métal en feuilles. Un nouveau plan vous est offert pour devenir membre et venez en prendre connaissance et vous jugerez si vous devez appartenir à une organisation qui détruit les salaires volontairement, ou à une organisation qui a rendu d'inappréciables services aux travailleurs de métal en feuilles.

Ces renseignements ont été fournis par M. Emile Mathieu, à une grande assemblée des ouvriers tôliers, le 25 courant.

FORMATION DES APPRENTIS

Le Comité fédéral des Etats-Unis sur la formation des apprentis a récemment publié son bulletin No 1 intitulé: "La valeur du régime fédéral de formation des apprentis du point de vue patronal." Le rapport signale que les apprentis seront dirigés vers ces occupations où il existe une demande pour des travailleurs spécialisés additionnels, mais ils ne déplacent pas les travailleurs spécialisés déjà occupés. Le régime, prétend-on, fournira de meilleurs artisans à tous les métiers, et des travailleurs spécialisés seulement si un besoin réel s'en fait sentir.

Au chapitre consacré à la formation de l'apprenti et à l'employeur, le rapport déclare:

"Dans la petite industrie, des travailleurs ayant reçu une formation insuffisante en agissant comme aides de travailleurs spécialisés se voient souvent, en raison de leur incapacité, congédiés par un patron après l'autre, jusqu'à ce que l'établissement à leur propre compte leur apparaisse comme la seule solution. Lorsqu'ils s'engagent dans cette voie, ils deviennent de pauvres hommes d'affaires en plus d'être de pauvres artisans. Leur travail de mauvaise qualité entraîne des pertes pour les clients, et leur banqueroute inévitable est désastreuse pour tous concernés. L'apprenti qui obtient son certificat après un apprentissage complet, pouvant trouver à s'employer comme travailleur qualifié, ne cause pas de difficultés de ce genre à son industrie."

D'autres chapitres traitent de la formation de l'apprenti et du travailleur; la formation de l'apprenti et la société; et la nécessité d'un contrat.

LE TRAVAIL ORGANISÉ EST UNE NECESSITE EN NOS TEMPS MODERNES

Hull, 24. — L'objectif et les responsabilités du Travail organisé ont fait le sujet du discours de M. John-P. Burke, président de la Fédération internationale des employés de fabriques de papier, à un banquet offert, hier soir, à Hull, par le Conseil provincial des unions des fabriques de papier. Il a dit que le Travail organisé est une nécessité en nos temps modernes et que l'employeur intelligent ne pouvait s'opposer à ce que ses employés se forment en unions. Dans l'industrie du papier, des grèves ont été évitées grâce à l'union, à la suite de conférences entre les deux parties intéressées.

Le maire Théo. Lambert était présent, ainsi que MM. Alphonse Fournier, député aux Communes, Alexis Caron, député à l'Assemblée législative de Québec, et P.-M. Draper, d'Ottawa, président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada.

En vente au Canada depuis plus de 100 ans.



FLACON
plat
Cette Réelle Saveur de Hollande

85¢

GIN 26 40
\$1.90 \$2.65
de KUYPER

Distillé et embouteillé au Canada sous la surveillance directe de JOHN de KUYPER & SON, Distillateurs, Rotterdam, Hollande. Maison fondée en 1695 1367

NOTES DE VOYAGE A PARIS

Monsieur le Rédacteur,
Le Monde Ouvrier.

Je voudrais bien vous dire encore quelques mots sur un monument gigantesque: la tour Eiffel. Voyons-la maintenant, cette tour, qui se dresse à une hauteur d'environ mille pieds. C'est le monument le plus élevé de Paris. La tour est érigée sur le Champ-de-Mars, près de la Seine. Plusieurs fois j'ai eu l'occasion de faire l'ascension au sommet par un temps clair: la vue de Paris et des environs nous offre le panorama le plus intéressant que l'on puisse désirer.

Du sommet de la tour, l'on aperçoit au loin le Quartier Latin; c'est le plus ancien de Paris et le plus fréquenté par les étudiants de toutes les nationalités, dont plusieurs Canadiens-français. Ses limites sont comprises par le boulevard Saint-Germain, le boulevard Saint-Michel, y compris le Panthéon, le Luxembourg et le Jardin du Luxembourg, le collège de la Sorbonne, qui fut fondé par Robert de Sorbon, aumônier de saint Louis, en 1253. Là sont réunies toutes les facultés universitaires.

Nous arrivons maintenant au Luxembourg, ce grand palais qui fut construit sur les ordres d'une femme, Marie de Médicis, veuve de Henri IV. C'est une excellente construction qui rappelle un grand palais de Florence.

Avant la Révolution, ce palais fut habité par des princes et des princesses. La convention en fit une prison, où furent détenus le vicomte de Beauharnais et sa femme Joséphine, qui fut plus tard impératrice des Français; Danton, David Hébert, Desmoulins, etc.

En 1799, ce fut le palais du consulat, jusqu'au jour où Napoléon Bonaparte alla habiter les Tuileries, en 1800.

Le Jardin du Luxembourg jouit d'une renommée universelle et forme encore une des plus belles promenades et la plus fréquentée de la rive gauche. Dans ce jardin, il y a un grand nombre de sculptures et de statues dont plusieurs représentent des poètes célèbres qui venaient rêver sous ses ombrages qui les inspiraient si souvent. C'est à juste titre que nous voyons aujourd'hui l'image de quelques-uns d'entre eux. Et d'autres statues de personnages historiques — hommes et femmes — célèbres de l'histoire de France.

Dans ces parterres, l'on remarque encore des jolis groupes de marbre représentant l'Aurore, le Jour et la Nuit, et un très grand nombre d'oeuvres remarquables, dont il faut mentionner la belle fontaine de Médicis et la fontaine de l'Observatoire, décorées d'un beau groupe de statues en bronze représentant les quatre parties du monde.

Le Palais. — Aujourd'hui, ce magnifique palais est occupé par le Sénat et est visible tous les jours en dehors des heures des sessions du Sénat, mais, pour assister aux séances, il nous faut des cartes spéciales qu'on obtient en en faisant la demande par écrit.

Le Musée du Luxembourg. — Ce musée renferme une très grande collection d'oeuvres d'artistes contemporains, de peintures et de sculptures. Le petit Luxembourg, si-

tué près du Palais, est aujourd'hui la résidence du président du Sénat.

Le Jardin des Plantes, que nous allons visiter ensuite, est encore un jardin digne d'être mentionné, mais un peu éloigné du centre de la ville; pour y aller, on peut prendre soit le Métro, soit les tramways; on peut aussi profiter des bateaux à vapeur, ce qui nous permet de nous faire une idée de l'importance du commerce qui se fait à Paris.

Le Jardin des Plantes fut fondé par le roi Louis XIII; on dit qu'il fut d'abord un jardin à l'apparence modeste, mais plus tard, on lui donna beaucoup plus d'importance en réunissant dans le jardin du roi les collections de tous les règnes de la nature, en y transférant les ménageries royales et l'établissement prit le nom de "Museum d'histoire naturelle".

J.-C. ARCAND, publiciste.

UN APERÇU DE LA LEGISLATION PARLEMENTAIRE

Voici un aperçu spéculatif de la législation que le Parlement canadien sera appelé à approuver au cours de la prochaine session:

1. Ratification de l'accord commercial avec les Etats-Unis.
2. Bill spécial autorisant les touristes canadiens à ramener des Etats-Unis, sans payer de douane, des effets jusqu'à concurrence de \$100.
3. Modification de la loi des douanes pour éliminer certaines évaluations fixes.
4. Nouveau bill sur les secours directs.
5. Création d'une commission nationale du chômage et des secours.
6. Etablissement de sous-secrétariats parlementaires.
7. Etatisation de la Banque du Canada.
8. Abrogation de l'article 98 du Code criminel.
9. Modification des lois et règlements affectant Radio-Canada.
10. Revision des lois électorales.
11. Fusionnement de ministères.
12. Nombreuses modifications tarifaires dans le budget Dunning.
13. Modifications des lois minières.

Probabilités

Voici certains autres projets de loi qui pourraient bien être soumis, tout dépendant des circonstances:

1. Autorisation pour le Canada de modifier lui-même sa constitution.
2. Mesures sociales au cas où la Cour Suprême déclarerait inconstitutionnels les huit statuts fédéraux qui lui ont été soumis.
3. Mesure affectant la régie des chemins de fer.
4. Projets de loi pour mousser la vente du blé.

Province de Québec,
District de Montréal,
No A-144879.

COUR SUPERIEURE
DAME MARY GECEY, épouse commune en biens de Johan Rohar Palic, de la Ville de Saint-Laurent, District de Montréal,
Demanderesse,

vs
JOHAN ROHAR PALIC, de la Ville de Saint-Laurent, District de Montréal,
Défendeur.

AVIS
Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.
Montréal, le 14 février 1936.

8-9
EZRA LEITHMAN,
Procureur de la Demanderesse.

From Professor's Chair to Cabinet Seat

Norman McLeod Rogers, Minister of Labour in the King Cabinet, Possesses a High Degree of Understanding and Sympathetic Appreciation of Labour's Problems; a Worthy Successor of those Who Have Preceded Him as Minister and Head of this Important Department of Government.

By BERNARD ROSE.

When the Right Honourable William Lyon Mackenzie King announced the names of his colleagues in the Cabinet he had just formed, some curiosity was manifested as to the personality and antecedents of his Minister of Labour.

Workers are deeply interested in the Department, especially established to listen to, and make representations on their behalf to the Government, as well as expressing through the Minister in Parliament their views and demands.

The first to hold the portfolio was the present Prime Minister, Mr. King, who gave the Department of Labour an importance and prestige that was inherited by his successors. Those who have occupied this portfolio became intimately acquainted with the outstanding labour leaders, and from them acquired information relating to the demands made on behalf of labour by their accredited spokesmen.

The Labour Department is now regarded as one of the major Departments of Government. Because of the depression it has assumed an importance which has increased its responsibility. Owing to present conditions, and those which have prevailed during the past five years it is a difficult Department to administer. In addition to the special functions which it carries out, and outlined in the act creating it, additional burdens have been added because of the huge sums voted to aid the provinces in the distribution of direct relief.

Organized labour feels that, in the person of the Minister, they have a direct representative in the Cabinet. In virtue of his office he becomes labour's chief advocate and spokesman at Cabinet meetings and in the House of Commons.

The Minister in charge of the Department of Labour must be highly qualified to administer effectively and successfully the Department over which he presides. Without making invidious distinctions, no predecessor since the portfolio was first held by Mr. King was better qualified by temperament, training, and knowledge of economic conditions and appreciation of economic principles than Mr. Rogers.

Of medium height, with a finely shaped head evidencing the possession of high intellectual power, and blue eyes that look at one with a refreshing candour, he has a charm of manner that makes an immediate appeal. He is of stocky build and of the type that can stand a great deal of strain. His friends have already warned him against a too free expenditure of energy because of his enthusiasm and determination to do all that his strength permits in the carrying out of his arduous duties. He has a splendidly analytical mind that grasps the essence of a question and gets at the root of a problem in a very short time. He walks with a rapid stride and thinks just as quickly. He is credited with possessing an excellent memory.

His friends and admirers are proud of what he has already accomplished. They are confident that although quite a young man as Cabinet Ministers go, he will enhance the fine reputation he has already made. From professor's chair to Cabinet seat is quite a jump, but it was one that he easily bridged.

Norman McLeod Rogers was born in the historic old province of Nova Scotia. His birthplace was the town of Amherst and he first saw the light on July 25, 1894. He thus belongs to the younger group of Ministers in the Cabinet and has a good deal in common with his equally youthful colleague, the Minister of National Revenue. He is thoroughly Canadian.

His father is a well known lawyer and his distinguished mother is well known in literary circles. When he was introduced to an Ottawa audience during the election campaign by Miss Ida Smith, President of the Ottawa Business Women's Liberal Club, she paid him a graceful tribute when she said that he no doubt inherited the literary ability of his mother, Grace McLeod Rogers, author of that well-known work, "Land of the Evangeline."

Withal he is a very modest individual. A shyness that comes from long years spent with books and moving in a more or less restricted scholastic environment is slowly wearing off.

As a Minister defending his Department he can be relied upon to give a good account of himself. He has a clarity of utterance that immediately awakens the attention of the audiences he addresses. His command of language is such, that it will as opportunity presents itself develop into an eloquence that will make him one of Parliament's best speakers.

When it was decided to seek a strong candidate to represent the Liberal cause for the Constituency of Kingston and Portsmouth, those who had been privileged to meet Mr. Rogers insisted that he was the best candidate and if given the nomination, would carry the Constituency notwithstanding its long allegiance to the Conservative party. There was no difficulty in securing the nomination for Mr. Rogers, and at the nomination meeting at which the Conservative candidate was present, Mr. Rogers demonstrated not only his fitness but his superiority over his opponent.

He received his early education at the public and high schools in his native town, and after graduating from high school entered Acadia University, an institution which, although one of the smaller universities has the distinction of graduating many eminent men in all walks of life.

When the war clarion sounded he discontinued his studies, joining the Canadian Mounted Rifles. He saw a great deal of active service overseas during the years 1915-16. He was invalidated back to Canada, and resumed his studies, graduating with the Arts degree in 1919.

He was so highly thought of by the Faculty that it recommended him for a Rhodes scholarship. He was successively awarded the degrees of M.A., B. Litt., and B.C.L. Upon his return from Oxford after winning these academic honours, his Alma Mater offered him the chair of history which he accepted. He continued his legal studies, being indentured with his father and was subsequently admitted to the Bar of Nova Scotia.

Mr. King is known for his good judgment and happy faculty of not only choosing colleagues who will assist him, but also for selecting an official personnel that is highly cultured and able to appreciate the views as well as co-

DEMANDEZ

LA BIÈRE

POPULAIRE

ASK FOR

THE POPULAR

BEER

↓

MOLSON

↓

Brassée à Montréal

depuis

150 ANS

Brewed in Montreal

since

150 YEARS

operate with their chief. Mr. Rogers was offered and accepted the position of Private Secretary in 1927 to Mr. King as President of the Privy Council.

In 1929 he was offered the chair of Political Science at Queen's University. His students can testify to his ability as a teacher, and quite a number who studied under him have already made their mark. His style and earnestness when instructing his students awakened an intense admiration for him, and his lectures were so interesting that there were very few absentees. He could discuss the most abstract or intricate subjects with a facility and persuasiveness, that were very much appreciated by members of his classes.

In 1934 when the Prime Minister of Nova Scotia was conducting an investigation into the resources of the Province, he asked Mr. Rogers to act as counsel for the Government before the Royal Commission of Economic Inquiry.

He has written quite extensively and contributions from his pen have appeared in a number of periodicals. He has written on the "FINANCIAL PROBLEMS OF OUR FEDERAL SYSTEM," "THE GREAT REFORM ACT," "THE FOUNDATION OF FEDERAL UNITY," "EVOLUTION AND REFORM OF THE CANADIAN CABINET," "THE CONSTITUTIONAL IMPASSE," "THE POLITICAL PRINCIPLES OF FEDERALISM," "THE COMPACT THEORY OF CONFEDERATION," "FEDERAL INFLUENCES ON THE CANADIAN CABINET," "THE GENESIS OF PROVINCIAL RIGHTS," and as purely literary subjects, "THE PROGRESSION OF LOYALTIES," "THE ABBE LE LOUTRE," "APOSTLE TO THE MICMACS," and what is perhaps his best known work, a biographical sketch of Mr. King, entitled "MACKENZIE KING."

It will thus be seen, that what has been stated in preceding paragraphs concerning his qualifications for the portfolio to which he was called by his chief, is based upon his understanding of the questions and problems which arise in the world of labour, an appreciation of which enables him to discuss with knowledge and authority the many questions submitted to him as the head of the Department of Labour.

Mr. Rogers is ably assisted by a group of officials who hold him in high regard because of his affability and spontaneous appreciation of any effort they make to co-operate with him.

When Mr. King spoke at the Banquet tendered him in Kingston, Ontario, referring to Mr. Rogers he said, that he possessed the qualities that would justify his inclusion in the Cabinet that he would form if returned to power. Electors of his constituency have every reason to feel proud of their Member in view of his elevation to Cabinet rank, notwithstanding his having been a candidate for Parliament for the first time.

What he has accomplished since he took office in causing an investigation to be made into the organization of, and carrying on of work in relief camps, and as Chairman of the Committee on Labour and Relief at the Dominion-Provincial Conference, demonstrates that Mr. King's selection of Mr. Rogers as Minister of Labour was in every way excellent.

SCHOOLMASTER PHILOSOPHY

A professor of economics at the New York University School of Commerce recently crashed the front pages of the metropolitan press by asserting that "spending not only does not generate prosperity, but has nothing to do with it.... If an individual saves \$100 a month, for example, he can put it in a bank, which makes loans for the expansion of plants, or other contributions to production; or, if he puts the money in stocks, the company uses it to buy more goods."

And then what? Who buys the finished product? And with what?

The mere ability to purchase goods and articles means little if the actual transaction fails to take place. Purchasers are necessary. Employed consumers are the purchasers of manufactured products. The millions of unemployed have not that ability.

No one may seriously quarrel with education and its relation to advancement. However, there appears every reason to

differ from the false philosophy peddled under the guise of wisdom by some of the directors of classrooms while basking in the reflected light of some great institution of learning. Nor does it require extensive training in economics to rend asunder the poorly woven fabric of the quoted statement. What have the billions "saved" by our money kings accomplished toward the restoration of prosperity? By what wizardry would it be possible to increase consumer purchasing power by sequestering money in banks? How many of the unemployed would be taken from the bread-line by each \$100 "saved" by one of the employes? How much prosperity has been created by the countless billions poured into the hoppers of Wall Street by stock buyers?

All bespectacled college classroom directors to the contrary, it may be confidently asserted that employment is the only true solution of our economic troubles — employment for shorter hours and higher wages than industry has ever before paid.

Trade Unions the Need of the Hour

There was never a time when wage-earners had so much to gain by membership in a trade union or so much to lose by neglecting their rights and opportunities through union affiliation. We are now determining the fundamental policies and agencies that will largely shape future industrial relationships. Organized representative groups can have a part in shaping decisions by presenting experiences and needs. Employers and other special groups are organized and active in presenting their interests.

Every wage-earner must look to his union to see that laws are put into force. It is only the union that can police the

workshop, report violations, and see that justice is done.

It is the union that enables workers to get their full rights under workmen's compensation laws and it is the union that helps to make our social security effective.

The union is a voluntary institution which serves public as well as private purposes. It performs a social purpose that can be greatly strengthened as wage-earners more generally fulfill their responsibility by joining the union to which they are eligible. It is the agency that can put a balance into our individual and social living that will provide justice between men.

Faith in Effort for the Common Good

Let me sum up what labor wants. The keystone in its program at all times is the right to organize and bargain collectively. It asks recognition and acceptance of this right by employers and protection by the government against violation or invasion of this right.

It asks the right to representation and participation in agencies and decisions where issues which affect its interests and welfare are determined.

It asks that society make provisions for those to whom an opportunity to earn a living is denied, and for those who have lived beyond the productive period.

It asks that all work, both public and private, be kept on a self-respecting basis so that no one shall be forced down to pauper standards of life and work.

It asks that educational opportunities be made freely available to all and designed to meet the needs of all.

It wants wage standards commensurate

with the requirements of the Canadian standard of living, established and maintained.

It insists that cultural and recreational opportunities be created in all civic centres so that technical improvement may be made as available and profitable to the individual and the nation as are the hours utilized in earning wages in mills, mines and factories.

It believes that the way to democratic living is to extend privileges and rights to the underprivileged — the great mass of wage-earners and small-salaried workers. It believes it is not only possible but highly desirable for men to work together for common betterment, and that men would prefer to compete with each other in giving service rather than in gaining control over other men's lives. This fact gives labor courage to join in the common effort to develop the agencies and the practice of a new age.

Every Worker Should Join A Union

In this connection, the significant fact to bear in mind today is that the stage is now set for a fight to a finish upon the fundamental issues of industrial freedom and of the attainment of a better and richer life for all our people. Men and women are no longer willing to be just politically free, but desire industrial freedom as well. The conditions of the past five or six years have also burned in the soul of men, even of the humblest laborer, the realization that there exists plenty for all in our country, if more equitable principles of distribution prevail for the output of our mines, mills, farms, and factories. They demand that these conditions be squarely met and restituted, or, otherwise political democracy will be a sham and a delusion. Such a condition of affairs can not be temporized with or evaded for the danger is present that economic chaos may result should an

orderly and constructive system of permanent reform be delayed.

In the fact of this critical situation, the opportunity to every worker for patriotic service — whether his occupation be public or private — consists in joining and taking an active part in the development and direction of unionism. The hope of the future lies in collective deliberation, education and concentration upon a program of constructive effort. He who now believes that the labor movement is still moving by inches along an evolutionary path of decades and centuries, is not alive to present conditions. The Hindenburg line, so to speak, has been broken. Industrial democracy and undreamed gains for humanity are in sight, if those who have the opportunity to join and help will add their membership and their strength to the labor movement.

MEADOWS URGES MACHINERY TAX FOR SOCIAL SECURITY

Washington, D. C. — Special taxation of labor-displacing machinery for the benefit of social security funds was advocated by S. P. Meadows, legislative representative of the American Federation of Labor before a House labor subcommittee holding a hearing on the resolution introduced by Representative Vincent L. Palmisano of Maryland authorizing a survey by the United States Department of Labor of unemployment caused by labor-saving machinery and methods since 1912.

"Some sort of tax on excess profits" of corporations deriving income from machine-made products, was suggested by Mr. Meadows. "The tax, he said, could be used for unemployment and old-age pension funds.

"If industry reaches its peak, I doubt that it will absorb the 11,000,000 unemployed because of labor-saving machinery," he declared.

THE UNASSAILABLE

The battles of the union label are won without bloodshed. It is more powerful than strikes and picketing; and is a potent warning to tyrannical employers. It is puissant in the hands of woman and child as the menacing declaration of a labor convention. It is the boycott without publication. No injunction can reach it, no militia or special service men dare touch it, no pen will revile it, no pulpit assail it.

CHAIN STORES GIVE INCOMPLETE WAGE FIGURES

New York, N. Y. — The tendency of corporate employers to withhold complete information regarding wage scales is illustrated in a booklet distributed by the Institute of Distribution, Inc., here regarding the expenditures of 17,764 chain stores in New York State. Out of a total expenditure annually of \$749,000,000, the booklet says wages paid to 110,000 full-time employees totalled \$132,000,000, or an average of \$23 per week. Inasmuch as the 110,000 probably include a lot of officials drawing fancy salaries, it is likely that if a segregation were made of store and warehouse employees the average weekly wage would be much below \$23.

AMERICA'S FIRST BATHTUB

America's first bathtub was built in Cincinnati in 1842. It was of mahogany, lined with sheet lead, and was exhibited at a Christmas party. Next day, local papers denounced it as a "luxurious and democratic vanity." Medical men took it up and pronounced the bathtub a "menace to health." In 1843, Philadelphia undertook by public ordinance to prohibit bathing between November 1st and March 15th. Two years later Boston made bathing unlawful except when prescribed by physicians.

Bathtubs were taxed \$30 yearly. And that was only a little more than 90 years ago.

Misemployment and Unemployment

One just as unsound and uneconomic as the other.
An obstacle to progress.

Ottawa. — More patience on the part of Canadian workers is being asked by political and business leaders on the ground that remedies for the workers' troubles must wait upon the solution of the Canadian farmers' problems. Not so long ago the workers, the farmers, and small business men were being told that recovery in Canada must wait upon the revival of external markets.

The "leaders" have now learned, or at least admitted, that the country's economic difficulties should be regarded as problems of internal adjustments and not merely as unavoidable consequences of the collapse of external markets. That is a psychological advance. But the action now advocated by the "leaders" is the application of "plans" to restrict farm output in the hope of raising prices of farm products, so that the farmers may have more purchasing power over the products of urban industry. That was an objective of Roosevelt's New Deal, which has been more or less realized in the United States, but without making the farmers very prosperous or providing the much needed industrial employment. It is an objective which is far less easy of achievement in Canada, because here the farmers are heavily dependent on export markets. The "leaders' plans" do not promise a way out of the difficulties of either the farmers or the workers. They have not arrived at the point of view of even the classical economists of over a century ago who regarded economic progress as a problem of the right division of labor, of proportional production and employment. From this point of view, over-production

of grain means that the Canadian farmers have for years been misemploying themselves. The effects of misemployment run in a vicious circle. The grain-growers having, so far as Society is concerned, wasted a lot of efforts, they only get paid for their socially necessary effort. They get such low prices for their product that they are only able to buy small quantities of the products of urban industry, limiting employment therein so that, in turn, the urban workers are only able to buy the cheapest products of the farm in limited quantities. Misemployment is an obstacle to progress, just as unemployment.

In Canada the unbalance between agriculture and industry is specially pronounced. But the "leaders' plans," which would treat agriculture and industry as separate problems, will not promote the kind of a balanced economy which makes for progress and prosperity. What is required is general economic planning designed to avoid misemployment among farmers as well as to overcome unemployment among urban workers. To arrive at proportional production, the right division of labor, the proper distribution of employment, will be no easy task, but society must accomplish it, of progress is to be the law of the future, as it has been of the past. Only the illusion of being free and independent makes men carry on economic activities which have such irrational results as our visible on every hand; ruinous over-production of many things (misemployment) while there is great under-production of many other things, such as bath-tubs (unemployment.)

C. M.

SHORTER HOURS BY INTERNATIONAL AGREEMENT

There is considerable being written today about shortening the hours of labor for all nations by international agreement.

The hope is held that such an accomplishment would bring to the entire world a needed reform and create more employment than otherwise can prevail, while the present standard hours in various countries is continued.

We feel sure that such a step would work for better living standards and decrease the idleness inflicted upon so many of the world's citizens.

But if the nations of the world that have advanced beyond the industrial standards of others should wait for a world agreement it would probably leave them as backward as the ones whose labor code has never had a thought of the individual as a being with rights to be considered or even as something human.

The social relationship has advanced far in some countries and these must continue to set the standard for others whose advance is retarded by national systems and customs.

The nations of the world seem to have difficulty getting together on any policy — social or humane.

Right may finally prevail, but right has a habit of resisting all efforts to curtail it.

BUILDING ON QUICK SANDS

Ottawa. — Industrial production in Canada during 1935 increased by 8.5 per cent over 1934. Industrial employment increased by only 3.5 per cent. There was little or no increase in retail purchases per capita, when increase of prices and increase of population is allowed for.

A condition of real and continued progress is that the purchasing power of the workers should increase faster than production. Here we see the reverse taking place — the condition of a deeper depression.

"Excessive nationalism and the tendency of men, communities and individuals to live unto themselves is to be deplored." — Rt. Rev. A. R. Beverley, suffragan bishop of Toronto, speaking to Anglican laymen.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. A-144879.

SUPERIOR COURT

DAME MARY GECEY, wife common as to property of Johan Rohar Palic, of the Town of St. Laurent, District of Montreal,
Plaintiff,

vs.
JOHAN ROHAR PALIC, of the Town of St. Laurent, District of Montreal,
Defendant.

NOTICE

An action in Separation as to property has been instituted in this cause,
Montreal, February 14th, 1936.
EZRA LEITHMAN,
Attorney for Plaintiff.

8-9

Building Trades Employees

OF MONTREAL and DISTRICT

CONSTRUCTION work in volume will soon start, requiring competent workers in all trades.

Have You a Competency Certificate?

—Indispensable to insure getting the wage rate fixed by law.

Get under the protection of the Law — Phone

PL. 9616

for information as to HOW and WHERE to secure your certificate.

BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE
520 New Birks Bldg. MONTREAL

If you have not received legal rates of wages for overtime work, on some recent job,
LET US HANDLE YOUR CLAIM

Parliament from the Gallery

By GRACE MACINNIS.

Liberals Oppose Oriental Exclusion.

The tangled problem of racial minorities in British Columbia was raised in the House of Commons by the following resolution sponsored by Angus MacInnis:

"Whereas it is detrimental to the best interest of Canada that there should be in the country groups to whom, because of race or religious beliefs, we do not extend all the rights of citizenship;

Therefore be it resolved, that, in the opinion of this House, the government should take the necessary measures to exclude from the country all persons belonging to those groups to whom we do not grant the full rights and privileges of citizenship."

Discussion had been going on for two hours when adjournment left it unfinished. However, that was not before some very interesting points had been raised.

Who are "those groups to whom.... we do not extend all the rights of citizenship"? In British Columbia they include the Doukhobors, the Chinese, the Japanese and the Hindus. The Liberal Government is likely to restore the voting privilege to the Doukhobors. There are relatively few British East Indians in the province. For that reason discussion centered on the Chinese and Japanese, particularly the latter.

Although in 1931 there were 27,139 Chinese in British Columbia, the number has been declining steadily ever since. But the Japanese problem is complicated by the fact that while, in 1931 there were 22,205, there are now over 2,000 more, owing to natural increase.

Further, 618 HAVE BEEN ADDED TO BRITISH COLUMBIA'S POPULATION SINCE 1931 BY AN AGREEMENT ALLOWING A NUMBER OF JAPANESE TO ENTER YEARLY.

Mr. MacInnis assembled the factors in the problem:

A growing Oriental population.

An increasing proportion of it Canadian-born.

All of it deprived of the rights of citizenship.

And then he showed how, during the federal election campaign Liberal candidates in British Columbia had sought to foment race prejudice as a means of securing election. The House and galleries were shocked by some of the Liberal propaganda he put on Hansard — propaganda vilifying and abusing the Oriental population of the province.

Mr. MacInnis' stand was this: If, as Liberal candidates had asserted, the Liberal Government would not enfranchise the Orientals, was the Liberal Government willing to prevent more Oriental immigration to British Columbia?

The Prime Minister replied. He considered it most unfortunate that the question of Oriental exclusion had been raised and hoped that the resolution would be withdrawn or voted down. He deplored anything calculated to stir up race feeling but rejoiced that such propaganda had been restricted, — "localized," he said, to British Columbia.

And then he gave a perfect imitation of those housewives who keep Queen Anne front yards and Mary Ann backyards. Japan, after all, didn't know how citizens of Japanese origin were being treated in British Columbia. But, were the Japanese Government to hear that the Canadian Government was contemplating exclusion of immigration to Canada.... Just think what it would do to trade relations with the Orient! Business is business.

"It behooves this House of Commons," he said, "to move warily and carefully in whatever it does that might be interpreted by the great peoples of the Orient and of India as something that is offensive to them as a people, and which reflects upon them as nations."

And this, after the Liberal broadcast by J. Edward Sears of Vancouver in which, among other things he said:

"You mothers of young girls, wake up, when someone asks you to vote for a C. C. F. candidate in this election. Look behind the solicitor for a C. C. F. candidate and you will see an Oriental leering over his shoulder with an eye on you and your daughter."

Truly, it might be well, for the sake of trade relations with the Orient, to keep this sort of thing "localized"!

Mr. King was definitely against the resolution and consequently in favor of further Japanese immigration to British Columbia. That put both Mr. Reid of New Westminster and Mr. Neill of Comox-Alberni into a similar position.

Mr. Reid took the position that it was not detrimental to Canada to have citizens deprived of the franchise. According to him, as well as to both Mr. King and Mr. Neill, the Orientals didn't want the vote in British Columbia. They were merely interested in making a living. And until the time came when intermarriage between Whites and Orientals was a commonplace, he didn't think it wise to allow the Orientals to vote.

One is reminded of the words of Abraham Lincoln, when, some seventy-five years ago he was trying to secure for the American negroes the rights of citizenship:

"I do not understand that because I do not want a negro woman for a slave, I must necessarily want her for a wife. My understanding is that I can just let her alone."

Because one wants everyone in this country to have the right to vote, one is not advocating intermarriage. Such a suggestion is typical of the methods used in the House of Commons to obscure real issues. Mr. Neill, although he was bitterly opposed to granting the franchise, at least admitted that the Oriental citizens of British Columbia had shown no more inclination to intermarriage than had the Whites.

And so we find the Government taking a stand which must result in the perpetuation of an inferior position for the Orientals, in the perpetuation of a source of cheap, unorganized labor and in the perpetuation of racial animosity. Mr. Woodsworth summed up the injustice of condemning untold generations of Canadian-born citizens of Oriental origin to a position of that kind.

The debate is not yet over. Possibly the Minister of National Defence will break the silence which he has kept during this debate.

Live and Let Live

Let the available work be divided among the workers. — The 30-hour week must prevail either through legislation or the economic strength of Organized Labor.

Many workers are put on the streets because some others are refusing to share the employment in the industry with those who cannot find employment.

The need for sacrifice to aid unemployment cannot be denied. Organized labor has set itself the task of fighting for the shortening of the hours of labor, so that available work will give employment to all.

At the recent convention of the American Federation of Labor, President Green said:

"Nothing will stop us from getting the 30-hour week. We will get it through legislation or through our economic strength. We are going out from here to fight for it as never before. If there is anyone instructed by this convention who will refuse to lead a fight for this reform, then let him get out of the way, because the army of workers in America will not tolerate a slacker."

The Trades and Labor Congress of Canada has thrice gone on record for the 30-hour week and every union in Canada has subscribed to the platform of the shorter workweek as a means to meet existing unemployment.

Many prominent public men and social workers have expressed their belief that the hours given to production should be reduced and unemployed labor absorbed.

It is the most practical of all plans advocated and industry should reorganize its system so as to distribute work and wages and thereby balance production and consumption.

With over 1,000,000 on direct relief in Canada every citizen is vitally interested in finding a remedy to relieve this situation. Constitutional methods can be employed, but they must be of such a nature as to meet conditions as they now are and not what has been in the past nor what some think who believe things will again be the same as formerly.

With the introduction into use of machines and processes hitherto unknown, we are faced with the challenge of adjustment in our means of living and putting off the inevitable is only creating unnecessary hardship.

It is not quite well understood why so many industrialists are refusing to inaugurate the five-day week in the industry, when we know that presently they can not even grant their employees more than thirty hours a week, and sometimes less, and that with a reduced staff. In the state of interdependence now prevalent one employee thrown out of employment becomes a lost consumer for the whole industry of the country — and this number is multiplied by the number of the members of his family. Employers argue that if they shorten the hours of production, their plant will be idle and they will lose money on their investment in the remaining hours of the day. Nevertheless, they can operate their plant with as many as possible employees divided in shifts of six, seven or eight hours, and operate their plant during the full twenty-four hours of the day. All that is asked from them, is the freedom of the workers to divide the available work among themselves, and by that system increase the purchasing power of the community. When all the unemployed workers now on direct relief will be returned to their jobs, the number of consumers will be increased and the wheels of industry will be again turning at full speed, which is called prosperity.

Anyway, the fight for shorter hours will continue.... until all workers have secured an employment permitting them to live and give their dependents a decent living.

Remember: Anybody can die without much help, but to live requires a lot of co-operation.

Oldest European Discovery Against Stomach Troubles and Rheumatism Acclaimed Best by Latest Tests

Since 1799 thousands of people have regained their normal health after years of suffering from stomach troubles of all types, such as constipation, indigestion, gas, and sour stomach which are the basic factors of such maladies as high blood pressure, rheumatism, periodic headaches, pimples on face and body, pains in the back, liver, kidney and bladder disorder, exhaustion, loss of sleep and appetite. Those sufferers have not used any man-made injurious chemicals or drugs of any kind; they have only used a remedy made by Nature. This marvelous product grows on the highest mountain peaks, where it absorbs all the healing elements and vitamins from the sun to aid HUMANITY in distress.

It is composed of 19 kinds of natural leaves, seeds, berries and flowers scientifically and proportionately mixed and is known as LION CROSS HERB TEA.

LION CROSS HERB TEA tastes delicious, acts wonderfully upon your system, and is safe even for children. Prepare it fresh like any ordinary tea and drink a glassful once a day, hot or cold.

A one dollar treatment accomplishes WONDERS; makes you look and feel like new born. If you are not as yet familiar with the beneficial effects of this natural remedy LION CROSS HERB TEA try it at once and convince yourself. If not satisfactory money refunded to you. Also in tablet form.

Try it and convince yourself with our money-back guarantee.

One week treatment \$1.00 Six weeks treatment \$5.00

In order to avoid mistakes in getting the genuine LION CROSS HERB TEA, please fill out the attached coupon.

Lio - Pharmacy,
1180 Second Ave.,
N. Y. City, N. Y.

Dept. 10641

Gentlemen:

Enclosed find \$.....for which please send me..... treatments of the famous LION CROSS HERB TEA.

NAME

ADDRESS

CITY STATE

The "Industrial Committee" and Democracy

Someone has suggested that if the Committee for Industrial Organization, of which John L. Lewis, president of the United Mine Workers, is head, had chosen to call itself, instead, Committee for Industrial Education, it would have saved itself a lot of annoyance. We doubt it, and for the following reason.

To begin with — "A rose by any other name smells just as sweet." Granted that the second title describes more accurately that Committee's objectives, its scope of activity would, nevertheless, run just as deeply against the craft union grain. For it is quite evident that the craft union spokesmen who are now assailing with might and main the aims of the "Industrial Committee," endowing it with the unholy mission of destroying all craft unions and the American Federation of Labor itself, are moved more by fear than reason.

Fact is, none of the initiators of the Committee for Industrial Organization has at any time suggested that it assume the functions of an organizing committee. Certainly, the charge of "dual" unionism hurled at the Committee is much too thin to stick. Nor is there any substance to the allegation that the Committee's representatives are aiding or abetting any industrial groups now affiliated with the American Federation of Labor to make raids upon any of the craft unions.

Stripped of overheated terms, which are not nearly as desirable as they are unavoidable in stress of clash, the issue underlying the dispute is whether a minority has a right to preach or advocate within the framework of the trade union movement between conventions a change of tactics or policy. In the case in point, it is the question of industrial unionism for the mass production industries, which the Atlantic City convention voted down by a vote of 18 to 11 thousand and which the Committee for Industrial Organization is now keeping alive, between conventions, by the printed and spoken word.

Only those who are alien to the spirit of our movement or to whom wish is the father to the thought will construe this advocacy of industrial unionism for the millions of workers in the mass production industries as an effort to split or divide the general trade union body. Surely, nothing further than this is in the minds of the leaders of the ILGWU, an affiliate of the Committee for Industrial Organization, as President Dubinsky time and again has made clear. That does not imply, however, that trade unionists should be denied the right to speak their mind freely to their fellow trade unionists on matters of trade union policy and tactics even though these policies and tactics are for the moment not acceptable to a current majority of convention delegates.

Any such denial would fall far short of trade union democracy, or, for that matter, any genuine democracy. For democracy, we take it, consists not merely in obedience to the will of a majority but, likewise, in freedom of discussion and freedom of opportunity for a minority to become a majority through persuasion and conversion of former opponents. On the basis of this elementary concept of democracy, the Committee for Industrial Organization should not be intimidated or deterred from continuing with its constructive educational activity in behalf of industrial unionism for the millions of toilers in the mass production industries. Whether it gains a majority for its ideas at the next American Federation of Labor convention or not, its right to go on preaching its principles, if we are to remain true to the fundamental tenets of our movement, should not be tampered with or abridged.

The Shorter Workweek and Its Effect on Farmers

Critics of the shorter work week have argued that it would reduce the purchasing power of the farmer as a result of increased prices of industrial commodities. What, in reality, will be the effect of our proposal upon the farmer?

It is true that during the depression prices of farm products declined more than the prices of industrial commodities. We find, however, that since the prices of both farm and industrial products reached their low point in the spring of 1933, agricultural prices have advanced three times as fast as industrial prices. The same amount of produce for which the farmer received \$1.00 in February, 1933, brought him \$1.84 in October, 1934. On the other hand, commodities used by the farmer in living and production which cost him \$1.00 in February, 1933, rose to only \$1.24 in October, 1934.

In other words, at the end of 1934, the farmer received \$1.00 for the amount of his product which used to fetch him 54 cents in the spring of 1933 — an increase of 46 cents. At the same time the goods he could then buy for 81 cents now cost him \$1.00 — an increase of only 19 cents.

Similarly we note that between February 1933 and November 1934 wholesale prices of farm products increased 73 per cent, while prices of non-agricultural commodities increased only 22 per cent.

Such has been the significant development in price trends to date. What will be the effect of the shorter work week on future prices? Will it increase the price of industrial goods and thus curtail the farmer's income?

A 20 per cent increase in industry's wage bill would result in not more than 3.3 per cent increase in the price of the product. An increase in the effective purchasing power which is six times greater than the advance in price is bound to bring forth a volume of production which will more than offset the tendency for the prices to rise. Viewed dynamically, as it properly should be, the shorter work week proposal can be fully expected to result in greatly increased industrial production at lower prices.

The adoption of the shorter work week will have a beneficial effect upon another important phase of our farm situation. It will reabsorb into the ranks of gainful industrial employment the surplus farm population which has accumulated since the beginning of the depression. During the recent years large masses of workers deprived of their former jobs have drifted from industrial centers into the country hoping to obtain a livelihood from farming or agricultural work. In order to sustain themselves under the existing conditions these men were forced to make inroads into the farmer's share of income and, by competing with the latter, they helped to further depress agricultural markets. The farmer will greatly benefit by the absorption of this surplus group into the channels of employment to which it properly belongs.

Briefly, the farmer will derive the following advantages from the proposed programme:

1. Stabilized employment for the entire industrial population will provide him with a steady market for his crops, meats and other produce.
2. Industrial demand for such agricultural materials as cotton and wool will be also stabilized.
3. Expanded consumer demand will sustain agricultural prices obviating the need for artificial price controls.
4. Greatly increased volume of production resulting from re-employment will keep the low prices of industrial products, thus making manufactured goods more accessible to the farmer.
5. Re-employment of those who are now jobless will increase our national income and restoration of economic balance will permit the farmer to share in this increase.
6. Return of the surplus farm population to a payroll status will improve the economic position of those permanently attached to agriculture.

LE MONDE OUVRIER
The Labor World
Rédigé en collaboration
Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec
The Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers



Member of the International Labor Press
Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique
MARCEL FRANCO
Secrétaire de la Rédaction
Secretary, Editorial Department

The Canadian Converters Company, Limited
470 LAGAUCHETIERE ST. WEST
MONTREAL

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO. LIMITED

DOMINION BRIDGE CO. Limited
Head Office and Works at LACHINE, P. Q.
Branch Works:
Amherst Ottawa Toronto
Winnipeg Calgary Vancouver

A lesson from the depression—Be a Civil Servant—Postman, Customs Examiner, Clerk, Stenographer, etc. Free Booklet "How to get a Government Job." M.C.C. Civil Service School, Toronto (10)

B. DROLET AND THE LABOR WORLD

Mr. Ben. Drolet, a well-known figure in labor circles has been appointed reporter and director of publicity and circulation of *The Labor World*. We are convinced that he will be welcome in union meetings and by subscribers and announcers.

The Labor World is in a dire need of increasing the number of its subscribers in order to be provided with enough advertising to continue to live. Each trade union should arrange to have all its members on the mailing list of *The Labor World*. — individually or collectively. In this last instance, a special subscription price will be established.

Many of our loyal subscribers have been unable to pay their subscription fee; we offer them to square up, without paying a single cent, by securing two paid subscriptions to *The Labor World*. Apply to Mr. Drolet, or phone: LAncaster 5361, or write: 11 St. Paul Street West, Montreal.

PAROLES PAPALES

"L'ordre social exige que les familles qui sont les éléments constitutifs de la société, vivent, se conservent et se propagent; or, elles ne le peuvent que par leurs revenus ou leur travail. Voilà pourquoi la famille ouvrière doit trouver dans le travail les ressources nécessaires pour vivre, se conserver et se propager."

"Le travail a reçu de la nature comme une double empreinte; il est personnel parce que la force active est inhérente à la personne et qu'elle est la propriété de celui qui l'exerce et qui l'a reçue pour son utilité."

"Parmi les devoirs du patron", dit encore Léon XIII, "il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient. Que le riche et le patron se souviennent qu'exploiter la pauvreté et la misère, et spéculer sur l'indigence sont des choses que réprouvent également les lois divines et humaines."



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

PALACE

JEANNETTE MacDONALD
NELSON EDDY in
ROSE MARIE
with REGINALD OWEN
ALLAN JONES

CAPITOL

JAMES CAGNEY and
PAT O'BRIEN in
CEILING ZERO
with JUNE TRAVIS

plus!
FRESHMAN LOVE

PRINCESS THEATRE

3rd BIG WEEK
Charlie CHAPLIN
in **MODERN TIMES**
Added Feature
"GUARD THAT GIRL"
10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 6-11, 60c.

Faites vos achats de
MERCERIES et VETEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée
974 ouest, rue Sainte-Catherine
281 est, rue Sainte-Catherine
375 ouest, rue Saint-Jacques

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE

Tabliers, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de barbiers, etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.

LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE

Buanderie: 1871, rue CARTIER
Tél.: AMherst 8566

Résidence: 3851, rue Dandurand
Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE
MONTREAL

J. ALDERIC RAYMOND
Vice-Président

Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems — Radio Transmitting and Receiving Equipment.

Made in Canada by

Northern Electric

Plant and General Offices
MONTREAL, P. Q.

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED